ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

Édition franco-espagnole

Textes législatifs et réglementaires

Le prix du numéro : 0,80 DH. — Numéro des années antérieures : 1,20 DH.

ABONNEMENT	MAROC		ÉTRANGER		DIRECTION ET ADMINISTRATION Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE Rabat-Chellah Tél. : 250-24 et 250-25 C.C.P. 101-16 à Rabat Prix des annonces : La ligne de 27 lettres : 1,35 DH (Arrêté du 14 juin 1966)
	1 an	6 mois	1 an	6 mois	
Édition complète	46 DH	30 DH	52 DH	35 DH	
Édition partielle	24 DH	15 DH	36 DH	20 DH	

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

Les annonces légales et judiciaires prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ». Les textes doivent parvenir, au plus tard, le vendredi pour être publiés dans le numéro à paraître le mercredi de la semaine suivante.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Service militaire. — Conditions de recensement pour l'année 1967. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 78-67 du 13 février 1967 fixant les conditions dans lesquelles seront recensés au cours de l'année 1967 les assujettis au service militaire.	270
Certificat d'enseignement technique. — Formes et conditions. Arrêté du ministre de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse et des sports n° 104-67 du 21 février 1967 complétant l'arrêté ministériel n° 218-63 du 7 mai 1963 instituant et réglementant les formes et conditions d'obtention d'un certificat d'enseignement technique	271
Liste des sections et des épreuves de l'examen de la mention de spécialisation. Arrêté du ministre de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse et des sports n° 105-67 du 21 février 1967 portant reconduction et modification de l'arrêté n° 223-63 du 7 mai 1963 fixant la liste des sections et des épreuves de l'examen de la mention de spécialisation pour l'année 1963	272
TEXTES PARTICULIERS	
Marrakech. — Cession de gré à gré de deux parcelles de terrain du domaine privé municipal à un particulier. Décret royal n° 1021-66 du 11 kaada 1386 (21 février 1967) approuvant la délibération du conseil communal de Marrakech autorisant la ville à céder de gré à gré deux parcelles de terrain du domaine privé municipal à un particulier	275

Marrakech. — Echange immobilier entre la ville et la Caisse de dépôt et de gestion. Décret royal n° 1023-66 du 11 kaada 1386 (21 février 1967) approuvant la délibération du conseil communal de Marrakech autorisant un échange immobilier, sans soulte, entre la ville et la Caisse de dépôt et de gestion	275
Province d'Agadir. — Acquisition d'une usine d'agaves sisal par la commune rurale de Souk-Sebt-de-Guerdane. Décret royal n° 971-66 du 11 kaada 1386 (21 février 1967) approuvant la délibération du conseil communal de Souk-Sebt-de-Guerdane autorisant l'acquisition par la commune rurale de Souk-Sebt-de-Guerdane (province d'Agadir) des bâtiments, installations et matériel d'une usine d'agaves sisal appartenant à une société	275
Délégations de signature. Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 704-66 du 26 novembre 1966 portant délégation de signature	276
Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 705-66 du 1 ^{er} décembre 1966 portant délégation de signature	276
Arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement n° 103-67 du 21 février 1967 portant délégation de signature	276
Province d'Al Hoceima. — Démission d'un membre du conseil communal de Targulst. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 69-67 du 4 février 1967 déclarant M. Mimoun Mimoun Ahmed démissionnaire de ses fonctions de membre du conseil communal du centre autonome de Targuist, province d'Al Hoceima ..	276
Province de Marrakech. — Plan de développement de l'agglomération rurale de Tamelelt. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 88-67 du 7 février 1967 approuvant l'arrêté du gouverneur de la province de Marrakech homologuant le plan de développement de l'agglomération rurale de Tamelelt	277

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois	277
Nominations et promotions	277
Concession de pensions, allocations et rentes viagères	279

AVIS ET COMMUNICATIONS

Tableau des indices devant servir à la détermination des valeurs de construction à prendre en considération lors des constats de valorisation afférents aux lots domaniaux urbains	281
--	-----

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES

Ministerio de información. — Atribuciones y organización. Real decreto n.º 493-65 de 22 de chawal de 1386 (2 de febrero de 1967) relativo a las atribuciones y a la organización del ministerio de información	282
Radiodifusión televisión marroquí. — Organización financiera y contable. Acuerdo del ministro de finanzas n.º 14-67, de 31 de diciembre de 1966, relativo a la organización financiera y contable de la Radiodifusión televisión marroquí	282
Tribunal supremo. — Abogados autorizados para asistir y representar a las partes durante el año judicial 1966 - 1967. Rectificación en el «Boletín oficial» n.º 2825, de 21 de diciembre de 1966, página 1496	284

TEXTOS PARTICULARES

Provincia de Nador. — Suspensión del presidente del consejo comunal del Zaio. Acuerdo del ministro del interior n.º 66-67, de 4 de febrero de 1967, por el que se dispone la suspensión del presidente del consejo comunal del Zaio, provincia de Nador.	284
Provincia de Alhucemas. — Dimisión de miembros del consejo comunal del centro autónomo de Targuist. Acuerdo del ministro del interior n.º 68-67, de 4 de febrero de 1967, por el que se declara a D. Aomar ben Hammadi Uarriagli, dimisionario de sus funciones de miembro del consejo comunal del centro autónomo de Targuist, provincia de Alhucemas	284
Acuerdo del ministro del interior n.º 69-67, de 4 de febrero de 1967, por el que se declara a D. Ahmed Mimún Mimún, dimisionario de sus funciones de miembro del consejo comunal del centro autónomo de Targuist, provincia de Alhucemas	284

ORGANIZACION Y PERSONAL DE LAS ADMINISTRACIONES PUBLICAS

TEXTOS PARTICULARES

Ministerio del desarrollo, encargado de la Promoción nacional y del plan. Acuerdo del ministro del desarrollo y del plan n.º 83-67, de 31 de enero de 1967, por el que se modifica el real
--

decreto n.º 488-65 de 16 de ymada II de 1385 (12 de octubre de 1965) sobre designación de los representantes de la administración y del personal en las comisiones administrativas paritarias competentes respecto a los funcionarios de los cuadros dependientes de la delegación general de la Promoción nacional y del plan 284

Ministerio de educación nacional, bellas artes, juventud y deportes.

Acuerdo del ministro de educación nacional, bellas artes, juventud y deportes n.º 90-67, de 6 de febrero de 1967, por el que se convoca un examen profesional para la inscripción de los adjuntos de los servicios económicos en la lista de aptitud para el grado de ecónomo 285

Ministerio de comercio y de artesanía.

Acuerdo del ministro de comercio y de artesanía n.º 92-67, de 24 de noviembre de 1966, completando el acuerdo de 14 de noviembre de 1958, que fija la lista de los diplomas prevista en el artículo 10 del decreto número 2-58-366 de 23 de chawal de 1377 (13 de mayo de 1958) por el que se fijan, a título excepcional y transitorio, las condiciones de acceso a determinados empleos del ministerio de comercio y de artesanía 285

Ministerio de correos, telégrafos y teléfonos.

Acuerdo del ministro de correos, telégrafos y teléfonos número 89-67, de 8 de febrero de 1967, por el que se convoca un concurso profesional para el reclutamiento de inspectores redactores 286

Acuerdo del ministro de correos, telégrafos y teléfonos número 93-67, de 8 de febrero de 1967, por el que se convoca un concurso interno para el reclutamiento de inspectores adjuntos (rama correos, telégrafos y teléfonos) 286

TEXTES GÉNÉRAUX

Arrêté du ministre de l'intérieur n° 78-67 du 13 février 1967 fixant les conditions dans lesquelles seront recensés au cours de l'année 1967 les assujettis au service militaire.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) portant loi relatif à l'institution et à l'organisation du service militaire, notamment ses articles 6, 7 et 8 ;

Après accord du ministre d'État, chargé de la défense nationale,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Le recensement des assujettis au service militaire nés entre le 1^{er} janvier 1938 et le 31 décembre 1950 inclus aura lieu au cours de l'année 1967.

ART. 2. — Le recensement donnera lieu à l'établissement, pour chaque assujetti, d'une notice individuelle faisant ressortir notamment les renseignements concernant son état civil, son domicile, sa situation familiale et professionnelle et le niveau de son instruction générale.

ART. 3. — Les notices individuelles de recensement des assujettis seront transmises en vue de la présélection au service du recrutement des Forces armées royales.

ART. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 13 février 1967.
GÉNÉRAL MOHAMED OUFKIR.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse et des sports n° 104-67 du 21 février 1967 complétant l'arrêté ministériel n° 218-63 du 7 mai 1963 instituant et réglementant les formes et conditions d'obtention d'un certificat d'enseignement technique.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DES BEAUX-ARTS, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale n° 218-63 du 7 mai 1963 instituant et réglementant les formes et conditions d'obtention d'un certificat d'enseignement technique, tel qu'il a été complété par l'arrêté ministériel n° 343-66 du 9 mai 1966,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste a) et le tableau b) annexés à l'arrêté susvisé du 7 mai 1963, tel qu'il a été complété par l'arrêté n° 343-66 du 9 mai 1966 sont complétés ainsi qu'il suit :

« a) Liste des différentes options :

INDUSTRIEL GARÇONS.

Métiers de livre :

Imprimeur-typographe.

Relieur-doreur.

« b) Épreuves, durées, coefficients et notes éliminatoires pour chaque option.

NATURE DES ÉPREUVES	COEFFICIENT	NOTE ÉLIMINATOIRE inférieure à/20	DURÉE
Option : imprimeur - typographe.			
Spécifications techniques.			
I. — Épreuves techniques théoriques :			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Interrogation sur la technologie pratique de profession d'imprimeur-typographe	2	10	0 h 3c
Calcul professionnel (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
Technologie générale professionnelle (cf compositeur-typographe)	2	0	1 h
II. — Épreuves pratiques :			
1° Épreuve pratique sur presse à platine :			
a) Calage de la forme	4	12	5 à 6 h
b) Réglage de la machine			
c) Mise de hauteur des clichés			
d) Exécution de travaux en noir			
e) Mise en route et tirage			
f) Mise en train			
ou			
2° Épreuve pratique sur presse automatique à cylindre :			
a) Calage de la forme	4	12	4 à 5 h
b) Réglage de la machine			
c) Mise de hauteur des clichés			
d) Exécution de travaux			
e) Mise en route et tirage			
f) Conduite des margeurs automatiques			
g) Mise en train			
Option : relieur - doreur.			
Spécifications techniques.			
I. — Épreuves techniques théoriques :			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Critique d'un ouvrage	2	5	1 h
Calcul professionnel	2	0	1 h
Technologie générale professionnelle	2	0	1 h
II. — Épreuves pratiques :			
1° Exécution de tous travaux courants (apprêt, corps d'ouvrage, couverture, finition)			
	6		4 à 8 h
2° Dorure manuelle : exécution de titres, filets, dos, bordures, armoires, etc.			
	3	12	8 à 14 h
3° Interrogation orale sur technologie pratique de profession de relieur-doreur			
	1		0 h 3c

Rabat, le 21 février 1967.

D^r MOHAMED BENHIMA.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse et des sports n° 105-67 du 21 février 1967 portant reconduction et modification de l'arrêté n° 223-63 du 7 mai 1963 fixant la liste des sections et des épreuves de l'examen de la mention de spécialisation pour l'année 1963.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DES BEAUX-ARTS, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS,

Vu l'arrêté n° 220-63 du 7 mai 1963 portant création d'une mention de spécialisation au certificat d'enseignement technique, notamment ses articles 2 et 7 ;

Vu l'arrêté n° 223-63 du 7 mai 1963 fixant la liste des sanctions et des épreuves de l'examen de la mention de spécialisation pour l'année 1963, tel qu'il a été modifié par l'arrêté n° 389-66 du 6 juillet 1966,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté n° 223-63 du 7 mai 1963 susvisé sont reconduites pour l'année 1967.

ART. 2. — L'examen en vue de l'obtention de la mention de spécialisation comporte pour l'année 1967, outre les sections prévues par l'article premier de l'arrêté ministériel n° 223-63 du 7 mai 1963 susvisés, huit sections nouvelles :

Conducteur-offset ;
Copiste-offset ;
Compositeur-typographe ;
Claviste-monotypiste ;
Fondeur-monotypiste ;
Photogaveur ;
Opérateur-linotypiste ;
Massicotier-papetier.

Arr. 3. — Chaque section comporte des épreuves techniques théoriques et des épreuves techniques pratiques fixées comme suit :

NATURE DES ÉPREUVES	COEFFICIENT	NOTE ÉLIMINATOIRE inférieure à .../20	DURÉE
Spécialité : conducteur - offset.			
<i>A. — Épreuves techniques théoriques :</i>			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Critique d'une reproduction	2	5	1 h maximum
Calcul professionnel (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
Technologie générale professionnelle (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
<i>B. — Épreuves pratiques :</i>			
(Épreuve d'offset) :			
a) Calage des plaques	2		
b) Réglage de la pression, de l'encrage du mouillage	1		
c) Réglage du margeur automatique	1	12	4 à 12 h
d) Tirage d'un travail en noir et en couleur avec repérage (couleur à rechercher)	4		
Interrogation orale sur la technologie pratique de profession de conducteur - offset	2	2	0 h 30 maximum
Copiste - offset.			
<i>A. — Épreuves techniques théoriques :</i>			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Calque à la plume	2	5	2 h
Calcul professionnel (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
Technologie générale professionnelle (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
<i>B. — Épreuves pratiques :</i>			
(Épreuves de copies) :			
a) Imposition (montage d'une forme)	2		
b) Exécution des copies par inversion	4		
c) Exécution des zincs en repérage	2	12	4 à 12 h
Interrogation orale sur la technologie pratique de profession de copiste - offset	2	10	0 h 30
Compositeur - typographe.			
<i>A. — Épreuves techniques théoriques :</i>			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Correction d'un texte typographique et critique	2	5	1 h maximum
Calcul professionnel	2	0	1 h
Problème se rapportant à un sujet professionnel.			
Emploi des mesures typographiques, transformation des mesures métriques en mesures typographiques et vice versa, formats de papiers, poids, prix, etc.			
Technologie générale professionnelle	2	0	1 h
Une série de petites questions auxquelles le candidat aura à répondre par quelques phrases.			

NATURE DES ÉPREUVES	Coefficient	NOTE ÉLIMINATOIRE inférieure à/50	DURÉE
B. — Épreuves pratiques :			
a) Composition d'un modèle manuscrit : choix des caractères et de la couleur Détermination des justifications ou composition d'un tableau d'après réimpression	6		3 à 5 h
b) Composition d'un texte courant	2	12	2 à 3 h
c) Interrogation orale sur la technologie pratique de profession de compositeur - typographe	2	10	0 h 30 maximum
Claviste - monotypiste.			
A. — Épreuves techniques théoriques :			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Correction d'un texte typographique et critique	2	5	1 h maximum
Calcul professionnel (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
Technologie générale professionnelle (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
B. — Épreuves pratiques :			
a) Composition d'un texte courant	3		2 h
b) Corrections sur la bande			
c) Composition de titres au milieu de la ligne			
d) Alignements avec points de conduite.			
e) Comptage et traçage d'un tableau en multiples justifications.	5	12	4 h
f) Exécution d'un tableau en multiples justifications.			
g) Montage d'un tableau.	2		0 h 30 maximum
h) Interlettrage des titres.			
i) Habillage des clichés.			
j) Interrogation orale sur la technologie pratique de profession de claviste-monotypiste.			
Fondeur - monotypiste.			
A. — Épreuves techniques théoriques :			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Correction d'un texte typographique et critique	2	5	1 h maximum
Calcul professionnel (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
Technologie générale professionnelle (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
B. — Épreuves pratiques :			
Fondeuse - composeuse :			
a) Démontage, remontage, réglage.	5		3 à 6 h
b) Moule pour la fonte en composition.			
c) Contrôle du cadratin, de l'approche et de l'alignement.			
d) Fonte d'un texte et d'un tableau.			
e) Attachage et épreuve en première.			
Fondeuse supra :			
f) Démontage, remontage, réglage.	3		3 à 5 h
g) Fonte petits corps, gros corps, garnitures, filets et interlignes.			
h) Interrogation orale sur la technologie pratique de profession de fondeur monotypiste.			
Photogaveur.			
A. — Épreuves techniques théoriques :			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Critique d'une reproduction (trait ou simili)	2	5	1 h maximum
Calcul professionnel (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
Technologie générale professionnelle (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
B. — Épreuves pratiques :			
a) Épreuve photographique : cliché de simili ou de trait	2	12	1 à 4 h
b) Épreuve de copie : report sur zinc d'une simili ou de trait	2		1 h 30
c) Épreuve de gravure : gravure d'un cliché de simili ou de trait ..	2	10	4 à 8 h
Interrogation orale sur la technologie pratique de profession photo.	4		0 h 30 maximum

NATURE DES EPREUVES	COEFFICIENT	NOTE ELIMINATOIRE inférieure à/20	DUREE
Opérateur - linotypiste.			
<i>A. — Epreuves techniques théoriques :</i>			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Correction d'un texte typographique et critique	2	5	1 h maximum
Calcul professionnel (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
Technologie générale professionnelle (cf compositeur - typographe) ..	2	0	1 h
<i>B. — Epreuves pratiques :</i>			
Epreuve pratique de compositeur - linotypiste :			
a) Comptage, composition et montage d'un tableau avec alignement de chiffres	4		3 h
b) Composition d'un texte simple avec changement de justification. Interrogation orale sur la technologie pratique de profession d'opé- rateur - linotypiste	4	12	2 h
	2	10	0 h 30 maximum
Massicotier - papetier.			
<i>A. — Epreuves techniques théoriques :</i>			
Dessin d'art appliqué aux arts graphiques	4	5	3 h
Interrogation sur la technologie pratique de profession : massico- tier - papetier	2	10	0 h 30 maximum
Calcul professionnel (cf compositeur - typographe)	2	0	1 h
Technologie générale professionnelle (cf compositeur - typographe) ..	2	0	1 h
<i>B. — Epreuves pratiques :</i>			
a) Façonnage et rognage du papier	6		4 h
b) Réglage et emploi des diverses machines : piqueuses, ceilleuse, machine à rainer, à percer, à encocher, à perforer	4	12	1 h

Rabat, le 21 février 1967.

D^r MOHAMED BENHIMA.

TEXTES PARTICULIERS

Décret royal n° 1021-66 du 11 kaada 1386 (21 février 1967) approuvant la délibération du conseil communal de Marrakech autorisant la ville à céder de gré à gré deux parcelles de terrain du domaine privé municipal à un particulier.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le décret royal n° 423-65 du 5 rebia II 1385 (3 août 1965) portant délégation de signature à M. Dris Mhammedi, directeur général du cabinet royal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu la délibération du conseil communal de Marrakech au cours de sa séance du 15 mai 1965 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du ministre des finances,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal de Marrakech en date du 15 mai 1965 autorisant la cession de gré à gré par la ville à M. Saïd ben Messaoud de deux parcelles de terrain d'une superficie globale de mille huit cents mètres carrés (1.800 m²) désignées au tableau ci-après et délimitées par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret royal.

NOMBRE du titre foncier	SUPERFICIE	PRIX	
		du mètre carré	global
N° 809 M., Non immatriculé.	En m ²	En dirhams	En dirhams
	1.375	30	41.250
	425	30	12.750

ART. 2. — Cette cession sera réalisée pour la somme globale de cinquante quatre mille dirhams (54.000 DH).

ART. 3. — Le président du conseil communal de Marrakech est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 11 kaada 1386 (21 février 1967).

Pour Sa Majesté le Roi et par délégation,

Le directeur général du cabinet royal,

DRIS MHAMMEDI.

Décret royal n° 1023-66 du 11 kaada 1386 (21 février 1967) approuvant la délibération du conseil communal de Marrakech autorisant un échange immobilier, sans soulte, entre la ville et la Caisse de dépôt et de gestion.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le décret royal n° 423-65 du 5 rebia II 1385 (3 août 1965) portant délégation de signature à M. Dris Mhammedi, directeur général du cabinet royal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu la délibération du conseil communal de Marrakech au cours de sa séance du 19 septembre 1966 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal de Marrakech en date du 19 septembre 1966 autorisant l'échange immobilier, sans soulte, défini ci-après entre la ville de Marrakech et la Caisse de dépôt et de gestion ;

1° La ville de Marrakech cède à la Caisse de dépôt et de gestion une parcelle de terrain du domaine privé municipal d'une superficie de quarante quatre mille mètres carrés (44.000 m²) environ, sise avenue de la Ménara, à distraire de la propriété dite « Domaine privé municipal I », objet du titre foncier n° 2574 M., telle qu'elle est délimitée par un liséré rouge sur le plan n° 1 annexé à l'original du présent décret royal ;

2° La Caisse de dépôt et de gestion cède à la ville de Marrakech deux parcelles de terrain constituant la propriété dite « Riad Essaïda », objet du titre foncier n° 19991 M., sise avenue Hoummamel-Fetouaki, d'une superficie totale de quinze mille sept cent dix-neuf mètres carrés (15.719 m²), telle qu'elle est délimitée par un liséré bleu sur le plan n° 2 annexé à l'original du présent décret royal.

ART. 2. — Le président du conseil communal de Marrakech est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 11 kaada 1386 (21 février 1967).

Pour Sa Majesté le Roi et par délégation,

Le directeur général du cabinet royal,

DRIS MHAMMEDI.

Décret royal n° 971-66 du 11 kaada 1386 (21 février 1967) approuvant la délibération du conseil communal de Souk-Sebt-de-Guerdane autorisant l'acquisition par la commune rurale de Souk-Sebt-de-Guerdane (province d'Agadir) des bâtiments, installations et matériel d'une usine d'agaves sisal appartenant à une société.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le décret royal n° 423-65 du 5 rebia II 1385 (3 août 1965) portant délégation de signature à M. Dris Mhammedi, directeur général du cabinet royal, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 26 chaoual 1373 (28 juin 1954) relatif au domaine des communes rurales ;

Vu le décret n° 2-58-1341 du 25 rejeb 1378 (4 février 1959) déterminant le mode de gestion du domaine des communes rurales ;

Vu la délibération du conseil communal de Souk-Sebt-de-Guerdane au cours de sa séance du 19 septembre 1966 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal de Souk-Sebt-de-Guerdane en date du 19 septembre 1966 autorisant l'acquisition par la commune rurale de Souk-Sebt-de-Guerdane (province d'Agadir) d'une usine d'agaves sisal, située

sur le terrain collectif d'Imiz, d'une surface couverte de mille deux cents mètres carrés (1.200 m²), appartenant à la société Sapemas.

Cette acquisition comporte, à l'exclusion du terrain, les constructions, installations et matériel de l'usine, tels qu'ils sont figurés, décrits et inventoriés sur les documents annexés à l'original du présent décret royal : plan de situation, plan et devis descriptif des bâtiments, inventaire du matériel.

ART. 2. — Cette acquisition sera réalisée pour la somme globale de deux cent mille dirhams (200.000 DH).

ART. 3. — Le président du conseil communal de Souk-Sebt-de-Guerdane est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 11 kaada 1386 (21 février 1967).

Pour Sa Majesté le Roi et par délégation,

Le directeur général du cabinet royal,

DRIS MHAMMEDI.

**Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 704-66
du 26 novembre 1966
portant délégation de signature.**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été modifié et complété et notamment son article 2 ;

Vu l'article 35 du dahir n° 1-58-041 du 20 moharrem 1378 (7 août 1958) portant règlement sur la comptabilité publique du Royaume du Maroc ;

Après avis conforme du ministre des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation permanente de signature est donnée à M. Derhy Yédidya, directeur de la mise en valeur, pour signer ou viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, les ordonnances de paiement, de virement ou de délégation de crédits, les ordres de recettes et en général, toutes pièces comptables concernant le budget de la direction de la mise en valeur.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 26 novembre 1966.

HADDOU ÉCHIGUER.

**Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 705-66
du 1^{er} décembre 1966
portant délégation de signature.**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été modifié et complété et notamment son article 2 ;

Vu l'article 35 du dahir n° 1-58-041 du 20 moharrem 1378 (7 août 1958) portant règlement sur la comptabilité publique du Royaume du Maroc ;

Vu le décret royal portant loi n° 826-66 du 7 rejeb 1386 (22 octobre 1966) relatif à la dissolution de l'Office de mise en valeur agricole et notamment son article 9 ;

Après avis conforme du ministre des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation permanente de signature est donnée à M. Ouazzani Chahdi Driss, directeur de l'enseignement agricole et de la formation professionnelle, pour signer ou viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, les ordonnances de paiement, de virement ou de délégation de crédits, les ordres de recettes et en général, toutes pièces comptables d'engagement et d'ordonnement des dépenses et des recettes concernant les services placés sous son autorité, imputables au compte de liquidation de l'Office de mise en valeur agricole.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} décembre 1966.

HADDOU ÉCHIGUER.

**Arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du
Gouvernement n° 103-67 du 21 février 1967 portant délégation
de signature.**

LE MINISTRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,
SECRETÉNAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT,

Vu le dahir n° 1-58-041 du 20 moharrem 1378 (6 août 1958) portant règlement sur la comptabilité publique, tel qu'il a été complété et modifié et notamment son article 35 ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété ou modifié et notamment son article 2 ;

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été complété et modifié ;

Après avis conforme du ministre des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation de signature est donnée à M. Alaoui Mustapha, sous-directeur, pour signer, au nom du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement, toutes ordonnances de paiement, de virement et de délégation de crédits, les pièces justificatives de dépenses imputables sur les crédits ouverts au budget annexe de l'Imprimerie officielle.

ART. 2. — Le présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* abroge l'arrêté du 21 février 1967 portant délégation de signature.

Rabat, le 21 février 1967.

BAHNINI.

**Arrêté du ministre de l'intérieur n° 69-67 du 4 février 1967 déclarant
M. Mimoun Mimoun Ahmed démissionnaire de ses fonctions de
membre du conseil communal du centre autonome de Targuist,
province d'Al Hoceima.**

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété et notamment son article 9 ;

Attendu que M. Mimoun Mimoun Ahmed, membre du conseil communal du centre autonome de Targuist, n'a pas déféré à trois convocations successives ;

Attendu que l'intéressé n'a pas fourni de motif valable,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Mimoun Mimoun Ahmed, membre du conseil communal du centre autonome de Targuist, province d'Al Hoceïma, est déclaré démissionnaire.

ART. 2. — Le gouverneur de la province d'Al Hoceïma est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 4 février 1967.

Le sous-secrétaire d'État à l'intérieur,

MOHAMED BEN EL ALEM.

Arrêté du ministre de l'intérieur n° 88-67 du 7 février 1967 approuvant l'arrêté du gouverneur de la province de Marrakech homologuant le plan de développement de l'agglomération rurale de Tamelett.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir n° 1-60-063 du 30 hijra 1379 (25 juin 1960) relatif au développement des agglomérations rurales et notamment son article 3,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, l'arrêté du gouverneur de la province de Marrakech homologuant le plan de développement de l'agglomération rurale de Tamelett (plan n° 4792).

Rabat, le 7 février 1967.

GÉNÉRAL MOHAMED OUFKIR.

* * *

Arrêté du gouverneur de la province de Marrakech du 29 septembre 1966 homologuant le plan de développement de l'agglomération rurale de Tamelett.

LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE MARRAKECH,

Vu le dahir n° 1-60-063 du 30 hijra 1379 (25 juin 1960) relatif au développement des agglomérations rurales ;

Vu l'accord des représentants du service de l'urbanisme et de l'O.M.V.A. de Marrakech en date du 8 novembre 1965 ;

Vu l'avis du conseil communal de Tamelett au cours de ses séances des 28 décembre 1965 et 19 avril 1966 ;

Vu les résultats de l'enquête ouverte du 28 décembre 1965 au 31 janvier 1966 inclus au bureau de l'annexe de Sidi-Rahal et Tamelett,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est homologué le plan de développement de l'agglomération rurale de Tamelett (plan n° 4792) annexé à l'original du présent arrêté.

Marrakech, le 29 septembre 1966.

TAHAR OU ASSOÛ.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,
SECÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Par arrêté du ministre des affaires administratives, secrétariat général du Gouvernement n° 91-67 du 19 janvier 1967 sont créés et transformés au budget de l'année 1967 au titre du chapitre 4 et 6 les emplois suivants :

CRÉATION D'EMPLOIS.

Chapitre IV.

Services du palais royal.

1^o Cabinet royal.

1 secrétaire d'administration principal ou secrétaire d'administration.

2 commis principaux ou commis.

4 sténodactylographes, dactylographes ou employés de bureau.

2^o Bureau des recherches et d'orientation.

2 secrétaires principaux ou secrétaires.

1 sténodactylographe, dactylographe ou employé de bureau.

3^o Service sanitaire des palais royaux.

1 agent public de 3^e catégorie.

TRANSFORMATION D'EMPLOIS.

Chapitre VI.

Ministère de la maison royale et du protocole
chancellerie des ordres chérifiens.

1 attaché en chef du protocole.

Nominations et promotions

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE

Sont promus :

Inspecteurs de la répression des fraudes :

4^e échelon du 29 décembre 1966 : MM. Hamimaz Amar et Janah Abderrahim ;

3^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1966 : M. Abchir Mohamed ;

Du 1^{er} novembre 1966 : MM. El Ghazouli Abdelaziz et Mansour Et Tani Ahmed ;

Inspecteurs adjoints de la répression des fraudes :

5^e échelon du 1^{er} janvier 1966 : M. Kabbaj Badradine ;

3^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1966 : M. Tayeb ben Hadj Mohamed Oualit ;

Du 1^{er} décembre 1966 : MM. El Bouraqui Abderrahman, El Ghazi el Houssaini Abderrafi et Kliri Omar ;

2^e échelon du 1^{er} février 1966 : M. Chorfi Abderrabman ;

Adjoints techniques du génie rural :

Principal de 2^e classe du 1^{er} octobre 1966 : M. Mohamed Erni-qui Ruan ;

De 2^e classe du 1^{er} août 1966 : M. Chaouki M'Barek ;

*Adjoint techniques agricoles :**De 1^{re} classe :*

Du 1^{er} avril 1966 : M. El Idrissi Raja Moulay Ahmed ;
 Du 11 juin 1966 : M. Zerouali Bouchta ;
 Du 11 août 1966 : M. Nassit el Arbi ;
 Du 17 septembre 1966 : M. Mouhcine Hamadi ;
 Du 1^{er} novembre 1966 : M. Chatri Boutayeb ;
 Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Aabouz Mohamed et Mouahid Mohamed ;
 Du 11 décembre 1966 : M. Rahmani Mahdi ;

De 2^e classe :

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Benchekroun Abdellatif ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Benazzouz Mohamed et Bennis Abdellkrim ;
 Du 1^{er} août 1966 : MM. Bahajoub Abderrahman et Moulay Ahmed ;
 Du 1^{er} octobre 1966 : M. Lyazidi Maâti ;
 Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Hazot Issac, Mouloua Mohamed ben Dahman et Cherrat Ali ;
 Du 15 décembre 1966 : M. Abdeslam Ahmed Zitan ;

De 3^e classe :

Du 1^{er} mars 1965 : M. Abbous Mohamed ;
 Du 1^{er} septembre 1965 : M. Tarbouch Mohamed ;
 Du 1^{er} février 1966 : M. Zerdali Mimoun ;
 Du 1^{er} mars 1966 : MM. Bahi M'Barek et Lahfaia el Hadi ;
 Du 1^{er} mai 1966 : M. Benhaddou Mohamed ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Akil Ali, Alaoui Ismaili Mohamed, Kadda Mohamed et Ouazzani Chahdi Mohamed ;
 Du 1^{er} septembre 1966 : MM. Iallaten Abderrahmane et Oisslam Mohamed ;
 Du 1^{er} octobre 1966 : MM. Benslimane Abdellatif et Meziati Ahmed ;
 Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Amarat Larbi, Er Rachiq el Mâti et Hamdi M'Hamed ;

Préparateurs :

De 5^e classe du 1^{er} janvier 1966 : M. El Baâmrani Mohamed ;
De 6^e classe du 1^{er} août 1966 : M. El Honsali Mohamed et M^{lle} Cohen Simone ;
Agent d'élevage de 4^e classe du 1^{er} janvier 1966 : M. Bel Hachemi Abdeslam ;

Moniteurs agricoles :

De 2^e classe du 1^{er} juin 1965 : M. Bahloul el Ghali ;

De 4^e classe :

Du 1^{er} février 1966 : M. Balafrej Abdelaziz ;
 Du 1^{er} mars 1966 : MM. Lachkham Abdellah et Manssoum Driss ;
 Du 15 novembre 1966 : M. Srayi Ahmed ben Azzouz ;

De 7^e classe :

Du 1^{er} février 1966 : M. Benlahbib Mohamed ;
 Du 1^{er} mars 1966 : MM. Masbahi Mohamed, Maqdad Driss et Mahrez Brahim ;
 Du 1^{er} avril 1966 : MM. Zehour Zyane, Draï Driss, Hajri el Hadj, Nuir Hammad, Benyoussef Abdeljoud et Kabbaj el Hachemi ;
 Du 1^{er} mai 1966 : MM. Fahmy Ahmed et Hassani Abdelhadi ;
 Du 1^{er} juillet 1966 : MM. El Ghani Mustapha et Doghmi Abderrahman ;
 Du 1^{er} août 1966 : M. El Kamouni Hammadi ;

Agents publics :

De 2^e catégorie, 9^e échelon du 1^{er} juin 1966 : M. Cheddad Ahmed ;
De 3^e catégorie, 5^e échelon du 1^{er} juin 1966 : MM. Karrakchou M'Hamed et Tahiri Mustapha ;
De 4^e catégorie, 9^e échelon du 2 septembre 1966 : M. Achahani Ahmed ;

Sous-agents publics :

De 1^{re} catégorie, 8^e échelon du 1^{er} mars 1966 : M. Fallah Mir ;
De 3^e catégorie, 5^e échelon du 1^{er} octobre 1966 : M. Ahmed ben Amar Hassan Kadaui ;
Secrétaire d'administration de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} mars 1966 : M. Bourehane Brahim ;
Rédacteurs des services extérieurs de 2^e classe :
6^e échelon du 1^{er} janvier 1966 : M. Benghabrit Tayeb ;
4^e échelon :
 Du 1^{er} décembre 1965 : M. Maman Samuel ;
 Du 1^{er} janvier 1966 : M. Marcil Abdelaziz ;
 Du 1^{er} février 1966 : M. Kabbaj Abdellatif ;
 Du 1^{er} mai 1966 : M. Cherkaoui Boukker ;
Commis de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1966 : M. Bennani Mohamed ;
Chaouch de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1966 : M. Lamraghi Abdelkader.
 (Arrêtés du 21 décembre 1966.)

* * *

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Sont promus :

Agents techniques des métiers et arts marocains :

De 2^e classe du 1^{er} novembre 1965 : M. Benomar Abdelghani ;
De 3^e classe du 1^{er} janvier 1965 : M. Andaloussi Abdellah ;
Commis de 2^e classe du 26 octobre 1964 : M. Bouallaga Abdenbi ;

Sont nommés :

Contrôleurs du commerce de 4^e classe du 22 septembre 1966 : M. Gharbaoui Abderrahim et M^{me} Badaoui Liliane ;
Secrétaire d'administration stagiaire du 1^{er} avril 1966 : M. Belkarmous M'Barek ;

Sont recrutés :

Inspecteurs adjoints stagiaires du commerce :

Du 7 mai 1966 : M. Drhourhi Mohamed ;
 Du 17 juin 1966 : M. Hajji Saïd ;
Secrétaire d'administration stagiaire du 8 octobre 1965 : M. Bougrini Azzedine ;

Contrôleur stagiaire du commerce du 1^{er} juillet 1966 : M. Oudad Ali ;

Sont titularisés et nommés :

Contrôleur du commerce de 4^e classe du 1^{er} juin 1966 : M. Boulhassane Ahmed ;

Commis de 3^e classe du 20 février 1962, puis reclassé à partir de la même date à la 3^e classe, avec ancienneté du 26 janvier 1962 : M. Bouallaga Abdenbi ;

Est licencié de son emploi et rayé des cadres du 1^{er} novembre 1965 : M. Rhafes Tayeb, inspecteur adjoint du commerce de 5^e classe ;

Sont rayés des cadres :

Du 28 juin 1966 : M. Lemarhi M'Hamed, agent public de 4^e catégorie, 2^e échelon, décédé le 27 juin 1966 ;

Du 31 décembre 1966 : M. Bouhali M'Barek, chef chaouch de 1^{re} classe, atteint par la limite d'âge et admis à faire valoir ses droits à la retraite.

(Arrêtés des 1^{er} juin, 1^{er} août, 7, 19, 22 octobre, 4 novembre, 1^{er}, 8, 16, 19, 24, 26 décembre 1966 et 6 janvier 1967.)

Concession de pensions, allocations et rentes viagères.

Par décret royal n° 72-67 du 22 chaoual 1386 (2 février 1967) sont concédées et inscrites au grand livre des pensions civiles chérifiennes, les pensions énoncées au tableau ci-après :

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ÉCHELON	Nombre d'inscription	POURCENTAGE DES PENSIONS		Majoration pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
			Princip.	Comp.				
MM. Abbadî Bouchta.	Ex-adjoint de santé N.D.É. de 4 ^e classe (santé) (indice 150).	21000	80	%	%	6 enfants.	1 ^{er} -1-1965.	
Abdellouche Belaid.	Ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (agriculture) (indice 125).	21001	38				1 ^{er} -1-1964.	
M ^{mes} Zineb bent Hadj Azzouz, veuve Addouli Abdeslam.	Le mari, ex-commis de 1 ^{re} classe (éducation nationale) (indice 172).	21002	80/16.66				1 ^{er} -11-1963.	
Saâdia bent Mohamed, veuve Addouli Abdeslam.	Le mari, ex-commis de 1 ^{re} classe (éducation nationale) (indice 172).	21002 bis	80/16.66				1 ^{er} -11-1963.	
Fatima bent Ali, veuve Addouli Abdeslam.	Le mari, ex-commis de 1 ^{re} classe (éducation nationale) (indice 172).	21002 ter	80/16.66				1 ^{er} -11-1963.	
Orphelins (2) de feu Addouli Abdeslam.	Le père, ex-commis de 1 ^{re} classe (éducation nationale) (indice 172).	21002 quater				(P.T.O.) 2 enfants.	1 ^{er} -11-1963.	
M. Al Fassi Abderrazzak.	Ex-interprète principal de 2 ^e classe (intérieur) (indice 340).	21003	80		25	1 enfant.	1 ^{er} -2-1966.	
M ^{me} Ohayon Zary, veuve Amar Elic.	Le mari, ex-sous-agent public hors catégorie, 7 ^e échelon (intérieur) (indice 151).	21004	57/50		25	(P.T.O.) 2 enfants.	1 ^{er} -5-1965.	
MM. Amrioui Ali.	Ex-brigadier, 1 ^{er} échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 240).	21005	51			6 enfants.	1 ^{er} -1-1965.	
Aqiqi Mohamed.	Ex-sous-agent public de 1 ^{re} catégorie, 4 ^e échelon (P.T.T.) (indice 119).	21006	40			1 enfant.	1 ^{er} -1-1966.	
M ^{me} K a b b a j Khadija, veuve Benabdallah M o h a m e d.	Le mari, ex-vice-président de tribunal régional de 1 ^{re} classe, 2 ^e échelon (justice) (indice 525).	21007	29/50				1 ^{er} -5-1964.	Le grade de conseiller de 4 ^e grade, 3 ^e échelon, n'a pas été retenu pour la liquidation.
MM. Benriyene el Houssine.	Ex-chef gardien de 2 ^e classe (finances) (indice 138).	21008	67		10	4 enfants.	1 ^{er} -1-1966.	
Bihi Lahsen.	Ex-surveillant de 4 ^e classe (justice, administration pénitentiaire) (indice 152).	21009	58			6 enfants.	1 ^{er} -1-1966.	
M ^{me} Radia bent El Mehdi, veuve Boukhdimi Abderrahmane.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 3 ^e échelon (éducation nationale) (indice 105).	21010	13/50			(P.T.O.) 1 enfant.	1 ^{er} -1-1964.	
M. Bouhyaoui Idrissi Abdeslam.	Ex-chef chaouch de 1 ^{re} classe (fonction publique) (indice 125).	21011	38			5 enfants.	1 ^{er} -1-1966.	
M ^{mes} Taika bent Jillali, veuve Bourbouan Abdesselam.	Le mari, ex-brigadier, 3 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 165).	21012	32/50			(P.T.O.) 1 enfant.	1 ^{er} -1-1964.	
Lafitte Marie-Anna, veuve Boyer François-Gabriel.	Le mari, ex-inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	21013		38/33/50			1 ^{er} -1-1966.	Réversion de la pension complémentaire n° 11543 C insérée au Bulletin officiel n° 2000, du 23 février 1951 (A.V. du 10 février 1951).
M. Chaâbaoui Abdelkader.	Ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (éducation nationale) (indice 120).	21014	15				1 ^{er} -6-1965.	
M ^{mes} Beilhartz Simonne - Julia-Émilie, veuve Chabert Antonin.	Le mari, ex-contrôleur civil de 2 ^e classe (intérieur) (indice 540).	21015		80/32, 72/50			1 ^{er} -11-1965.	Réversion de la pension complémentaire n° 12818 insérée au Bulletin officiel n° 2014, du 1 ^{er} juin 1951 (A.V. du 21 mai 1951).
Yamina bent Lahcen, veuve Chahem Lahcen.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice 120).	21016	77/50		20		1 ^{er} -11-1962.	

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ÉCHELON	Numéro d'inscription	POURCENTAGE DES PENSIONS		Majoration pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
			Princip.	Comp.				
M. Chebbak M'Hamed.	Ex-cavalier de 2 ^e classe (agri- culture, eaux et forêts) (in- dice 118).	21017	50	%	15	6 enfants.	1 ^{er} -1-1964.	
M ^{mes} Drissi Aïcha, veuve Darif Hassan.	Le mari, ex-inspecteur de 2 ^e classe, 6 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 260).	21018	13/50			(P.T.O.) 2 enfants.	1 ^{er} -1-1965.	
Guillermiu Anatalie-Irène- Philomène, veuve Du- praz Georges-Edmond.	Le mari, ex-brigadier, échelon exceptionnel (finances) (in- dice 230).	21019		53/ 33/50			1 ^{er} -4-1966.	Réversion de la pen- sion complémentaire n° 16952 C insérée au <i>Bulletin officiel</i> n° 2343, du 20 sep- tembre 1957 (décret du 23 juillet 1957, révisé par décret du 23 septembre 1958).
Ouardia bent Mohamed, veuve Elahmar Brahim.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (agriculture) (indice 125).	21020	65/50				1 ^{er} -2-1963.	
Eshabi Daouia, veuve Es- habi Ghlimi.	Le mari, ex-sous-agent public de 1 ^{re} catégorie, 4 ^e échelon (P.T.T.) (indice 119).	21021	32/50			(P.T.O.) 6 enfants.	1 ^{er} -1-1965.	
Daouia bent El Mahjoub, veuve Guiss Mbarek.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 4 ^e échelon (intérieur) (indice 107).	21022	42/50				1 ^{er} -12-1963.	
MM. Idkorkouzi Mohamed.	Ex-sous-agent public de 1 ^{re} ca- tégorie, 9 ^e échelon (P.T.T.) (indice 140).	21023	42				1 ^{er} -1-1966.	
Iraqi Mohammed.	Ex-huissier hors classe (édu- cation nationale) (indice 115).	21024	32				1 ^{er} -1-1962.	
Laalam Mohamed.	Ex-sous-agent public de 2 ^e ca- tégorie, 8 ^e échelon (intérieur) (indice 122).	21025	71				1 ^{er} -1-1966.	
M ^{me} Bourichi Fatiha, veuve Lahbabi Tahar.	Le mari, ex-pacha de 3 ^e catégo- rie, 2 ^e classe (intérieur) (in- dice 460).	21026	15/50			(P.T.O.) 3 enfants.	1 ^{er} -11-1964.	
MM. Lahouazer Abderrahmane.	Ex-cavalier de 1 ^{re} classe (agri- culture, eaux et forêts) (in- dice 120).	21027	74			1 enfant.	1 ^{er} -1-1966.	
Lmouchoum Mahjoub.	Ex-agent public de 3 ^e catégo- rie, 2 ^e échelon (éducation nationale) (indice 150).	21028	8				1 ^{er} -10-1964.	
Miki M'Orabet Mohamed.	Ex-instituteur du cadre parti- culier de 1 ^{re} classe (éduca- tion nationale) (indice 315).	21029	62			6 enfants.	1 ^{er} -10-1962.	
M ^{me} Ibtati Khaddouj, veuve Mousslim Mohammed.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 5 ^e échelon (intérieur) (indice 109).	21030	47/50			(P.T.O.) 4 enfants.	1 ^{er} -4-1966.	Réversion de la pension civile n° 20181 insé- rée au <i>Bulletin officiel</i> n° 2775, du 5 jan- vier 1966 (décret du 15 décembre 1965).
M. Neffar Abderrahman.	Ex-sous-agent public de 2 ^e ca- tégorie, 7 ^e échelon (intérieur) (indice 120).	21031	37				1 ^{er} -1-1965.	
M ^{mes} Ayyada bent Boujemaâ, veuve Oummidi Hous- saïn.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 5 ^e échelon (éducation nationale) (indice 109).	21032	44/50			(P.T.O.) 8 enfants.	1 ^{er} -12-1964.	
Zohra bent Maâti, veuve Raguig Bouchaïb.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice 125).	21033	80/50			(P.T.O.) 3 enfants.	1 ^{er} -8-1964.	
MM. Ramdani Benafssa.	Ex-brigadier, 2 ^e échelon (inté- rieur, sûreté nationale) (in- dice 250).	21034	61			6 enfants.	1 ^{er} -1-1966.	
Sadiki Mekki.	Ex-sous-agent public de 3 ^e ca- tégorie, 1 ^{er} échelon (éduca- tion nationale) (indice 100).	21035	42				1 ^{er} -1-1965.	
Sebag Moïse.	Ex-commis principal de classe exceptionnelle (intérieur) (in- dice 240).	21036	80		30		1 ^{er} -1-1965.	
Sirhay Mohammed.	Ex-sous-agent public de 2 ^e ca- tégorie, 2 ^e échelon (intérieur) (indice 109).	21037	26				1 ^{er} -1-1964.	

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ÉCHELON	Numéro d'inscription	POURCENTAGE DES PENSIONS		Majoration pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
			Princip.	Comp.				
M ^{me} Menissar Rahma, veuve Temsamani Hadj Abdes- selam.	Le mari, ex-agent public de 4 ^e catégorie, 9 ^e échelon (édu- cation nationale) (indice 170).	21038	80,50				1 ^{er} -2-1963.	
MM. Tkouki Mohamed, Toubib Mohamed.	Ex-sous-agent public de 3 ^e ca- tégorie, 8 ^e échelon (intérieur) (indice 116). Ex-cavalier de 3 ^e classe (agri- culture, eaux et forêts) (in- dice 115).	12039 21040	67 42			2 enfants. 5 enfants.	1 ^{er} -1-1966. 1 ^{er} -1-1965.	
Zakiddine Abdelkader.	Ex-adjoint technique de 2 ^e clas- se (santé) (indice 159).	21041	80		10		1 ^{er} -1-1966.	
M ^{mes} Bousfiha Zoubida, veuve Bel Mokhtar Moham- med. El Ghissassi Habiba, veu- ve Ghissassi Moham- med.	Le mari, ex-instituteur du C.P. de 6 ^e classe (éducation na- tionale) (indice 195). Le mari, ex-professeur licencié, 6 ^e échelon (éducation natio- nale) (indice 420).	21042 21043	11,25 36,50			(P.T.O.) 4 enfants. (P.T.O.) 4 enfants.	1 ^{er} -1-1963. 1 ^{er} -5-1966.	

Pensions déjà concédées et faisant l'objet de révision

M ^{me} Kabbaj Khadija, veuve Kabbadj Mohamed.	Le mari, ex-receveur de 5 ^e clas- se, 3 ^e échelon (P.T.T.) (in- dice 286).	19033	56 16,66				1 ^{er} -1-1961.	Pension déjà inscrite au <i>Bulletin officiel</i> n° 2709, du 30 sep- tembre 1964 (décret du 19 août 1964).
Orpheline Touria de feu Kab- badj Mohamed.	Le père, ex-receveur de 5 ^e clas- se, 3 ^e échelon (P.T.T.) (in- dice 286).	19033 <i>bis</i>	56 16,66				1 ^{er} -1-1961.	Pension déjà inscrite au <i>Bulletin officiel</i> n° 2709, du 30 sep- tembre 1964 (décret du 19 août 1964).
Orpheline Najat de feu Kab- badj Mohamed.	Le père, ex-receveur de 5 ^e clas- se, 3 ^e échelon (P.T.T.) (in- dice 286).	19033 <i>ter</i>	56 16,66				1 ^{er} -1-1961.	Pension déjà inscrite au <i>Bulletin officiel</i> n° 2709, du 30 sep- tembre 1964 (décret du 19 août 1964).
Orphelines (Zoubida et Zineb) de feu Kabbadj Moha- med.	Le père, ex-receveur de 5 ^e clas- se, 3 ^e échelon (P.T.T.) (in- dice 286).	19033 <i>quater</i>	56			(P.T.O.) 2 enfants.	1 ^{er} -1-1961.	Pension déjà inscrite au <i>Bulletin officiel</i> n° 2709, du 30 sep- tembre 1964 (décret du 19 août 1964).
M ^{me} Amouch Aïcha, veuve El Abd Messaoud.	Le mari, ex-cavalier d'État de 2 ^e catégorie, 8 ^e échelon (P.T.T.) (indice 135).	20751	54,50			(P.T.O.) 4 enfants.	1 ^{er} -9-1965.	Pension déjà inscrite au <i>Bulletin officiel</i> n° 2824, du 14 dé- cembre 1966 (décret du 16 novembre 1966).

*Rectificatif au Bulletin officiel n° 2825, du 2 décembre 1966
(Décret du 16 novembre 1966).*

M. Alaoui Ismaïli Moulay Is- mail.	Ex-officier de police principal, 2 ^e échelon (intérieur, sûreté nationale) (indice 395).	20812	80		25	2 enfants.	1 ^{er} -9-1965.	Le grade d'officier de police principal, 3 ^e échelon, n'a pas été retenu pour la liqui- dation.
M ^{me} Sbaâ Saadia, épouse di- vorcée de M. Alaoui Ismaïli Moulay Ismail.	L'époux, ex-officier de police principal, 2 ^e échelon (inté- rieur, sûreté nationale) (in- dice 395).	20812 <i>bis</i>				2 enfants.	1 ^{er} -9-1965.	

AVIS ET COMMUNICATIONS

Tableau des indices devant servir à la détermination des valeurs de construction à prendre en considération lors des constats de valorisation afférents aux lots domaniaux urbains.

(Application de l'article 31 du cahier des charges approuvé par le dahir du 5 ramadan 1367/12 juillet 1948).

Indices au 1^{er} janvier 1967.

CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES	INDICES
Tanger	2,81
Oujda	2,91

CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES	INDICE
Fès	2,91
Meknès	2,70
Kenitra	2,60
Rabat	2,60
Casablanca	2,39
El-Jadida	2,60
Safi	2,81
Marrakech	2,86
Agadir	3,07